

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

SECONDE ANNÉE RÉPUBLICAINE.

SEXTIDI 6 du mois Thermidor.

Ère vulgaire.

Jeudi 24 Juillet 1794.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c. Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue Honoré, vis-à-vis la maison de Noailles, n^o. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. par an, de 21 liv. pour 6 mois, & de 12 l. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent contenir une reconnaissance de l'agent des Postes, égale au montant de la souscription & être adressées franches au citoyen PONTAIGNE, chargé de recevoir l'abonnement, qui commensera dorénavant le 1^{er}. de chaque mois (nouveau style). Ceux qui voudront s'abonner dans le courant d'un mois, ajouteront au prix du trimestre, du semestre ou de l'année, deux sols par feuille pour chacun des jours qui resteront à s'écouler jusqu'au premier du mois suivant (nouveau style).

P O L O G N E.

Extrait d'une lettre de Varsovie, du 24 juin.

On a publié ici une déclaration de guerre en forme à la Russie & à la Prusse. Il parût que l'Autriche va aussi se mêler de vouloir combattre notre liberté ; mais la France nous a donné la route pour combattre victorieusement tous les despotes ; & c'est dans les annales de sa glorieuse révolution, que nous étudions les moyens assurés d'établir & de garder notre liberté. Tout ce qui peut être à l'usage de la défense de la patrie a été mis en réquisition par elle, & les citoyennes de cette capitale travaillent toutes à faire des chemises pour nos braves défenseurs. Le cuivre ne sera plus employé à la fabrication de monnoies lourdes ; & ceux qui s'opposent aux mesures adoptées par le gouvernement républicain, seront regardés & traités comme ennemis ; nous comptons en avoir peu dans notre sein : car l'amour de la liberté éclate par-tout. Sur-tout depuis que nos compatriotes apprennent la force qui investit un peuple libre, & la supériorité qu'il obtient constamment sur les satellites du despotisme.

On débite que le roi de Prusse demande à l'Autriche d'envoyer une garnison autrichienne à Cracovie, afin que ses propres troupes puissent agir plus librement dans l'intérieur de la Pologne. On a appris depuis que le cabinet de Vienne rassemble 30 mille hommes dans la Gallicie ; mais on fait aussi que les peuples des pays héréditaires sont également fatigués & de la guerre & des calamités qu'elle amène sur eux, de sorte qu'ils ne voyent plus que la liberté qui puisse les en délivrer, & l'affranchissement prochain de la Belgique suffira peut-être à tuer le despotisme dans tous les états de l'Europe.

P. S. Le cabinet de Vienne, averti par les événements de la guerre actuelle de mettre beaucoup de maturité dans ses projets hostiles, n'est pas encore décidé sur la part qu'il prendra dans les affaires de notre république ; il craint d'une part d'avoir un ennemi de plus sur les bras, & de l'autre que cet exemple ne hâte le développement des principes de liberté qui existent déjà dans la Gallicie & la Lodomerie, provinces voisines & limitrophes, qui ont à choisir entre notre

nouvelle constitution & la continuelle de l'oppression qui les accable.

P R O V I N C E S - U N I E S.

Extrait d'une lettre d'Amsterdam, le 5 juillet.

Lord Saint-Helens, ambassadeur d'Angleterre, a présenté aux Etats Généraux un mémoire dans lequel il expose, que toute communication de l'armée du duc d'York avec Ostende étant coupée, il est de toute nécessité de faire arriver par l'Escaut les troupes & les munitions envoyées ou à envoyer, de la Grande-Bretagne au secours des armées de la coalition. Cette réquisition a été suivie d'ordres précis pour remplacer par la voie de ce fleuve la communication que les français ont interceptée par Ostende.

Hier, l'amiral Kinsbergen est parti pour la Zelande ; il est chargé de mettre cette province en état de défense, ce qui n'est pas aisé, vu la terreur que l'occupation de Bruxelles a répandue dans tous les Pays Bas : on assure que les troupes de la république française vont se présenter devant Anvers, de sorte qu'il ne restera plus aucune place entre elles & nous. On a déjà essayé de trouver dans les inondations de l'intérieur de la Hollande un moyen de défense que toute la coalition ne peut nous donner. Mais la majeure partie de ces inondations n'a pas réussi, elles ont été contrariées par les vents, & les habitans en très-grands nombre, n'ont point été d'avis d'ensevelir sous les eaux, leurs propriétés & leurs fortunes, que la liberté française respectera librement, car l'objet de la conquête est la conservation, sur-tout pour les nations libres & éclairées.

Les troupes stathouériennes reviennent dans nos villes frontières après avoir abandonné celles de la Belgique ; les troupes anglaises vont les suivre, & on craint que les armées de la république française ne se mettent aussi de la partie ; il est question de faire des augmentations considérables aux fortifications de Mâstricht & à Berg-Op-Zoom, afin de retarder ainsi l'impétuosité française, dans le cas qu'elle résolu de faire descendre l'Escaut aux anglais, qui demandent la permission de remonter ce fleuve.

Quelques politiques qui se croient bien instruits, suppo-

lent que l'attention du ministère britannique est de rappeler en Angleterre le corps du duc d'York, & de le répartir tant sur les côtes des trois royaumes que dans l'intérieur, afin de prévenir, s'il est possible, l'explosion d'un mécontentement général qui se manifeste déjà jadis sur les bords de la Tamise.

Ces mêmes politiques montrent avec effroi le résultat de la part que le stannouer nous a forcés de prendre à la coalition. Ce résultat est la ruine de notre marine & de notre commerce, ainsi que la menace prochaine de l'envahissement de notre territoire.

A L L E M A G N E.

De Liege, le 15 juillet.

Le torrent du despotisme autrichien, grossi par celui de notre cher évêque, achève de ravager ce pays. Il avoit exigé une contribution énorme en pain & en fourrages, depuis quelques jours : aujourd'hui il demande 600,000 livres de contributions pécuniaires, & cela dans le moment que notre clergé processionnaire, accompagné d'émigrés français tous affamés, a emporté tout ce qu'il a pu de numéraire & de provisions de toute espèce.

Les bagages de l'armée autrichienne ne cessent de passer ici nuit & jour, & on s'attend qu'ils seront suivis de près par un fort détachement de l'armée française.

Nous n'avons aucune connoissance précise de la position des troupes de la coalition; on disoit seulement hier que le général Latour, qui a succédé au commandement du général Beaujeu, étoit à Warnault, à trois lieues d'ici, & que ses avant-postes s'étendent jusqu'auprès du village de Roheres.

Nous apprenons de M. Stricht que les alliés ont fait transporter dans cette ville toutes les armes qui avoient été enlevées chez les armuriers & fabricans de Liege : on ajoute que Cobourg a rassemblé auprès de Tongres tous les débris des troupes de la Belgique.

Il vient de paroître une ordonnance assez inutile de l'empereur, qui défend à tous les émigrés, de quelque nation que ce soit, de passer le Rhin. Les émigrés français ne sont sûrement pas curieux de passer ce fleuve de droite à gauche, & les déserteurs de l'armée coalisée n'annoncent aucune intention de le traverser de gauche à droite.

Tous les hôpitaux de cette ville sont partis, & tous les soldats convalescens ont ordre de rejoindre leurs corps respectifs; mais ces derniers ne se pressent gueres d'obéir aux ordres d'un gouvernement à l'agonie.

Dimanche dernier, jour de la fête du quartier d'Outre-Meuse, les patriotes formerent un reposoir aux trois couleurs; ce qui mit l'évêque dans une telle colère, qu'il envoya une partie de son armée pour renverser ce symbole de liberté qui lui fait déjà peur.

F R A N C E.

De Paris, le 6 thermidor.

Les lettres de Turin annoncent que Georges Mesmer, lieutenant-colonel d'infanterie, a été arquébuse pour avoir rendu par capitulation, aux Français, le fort de Miraboue dont il étoit gouverneur par *interim*, sans avoir soutenu une attaque, & contre l'ordre qu'il avoit reçu de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Site du rapport fait par Barrere dans la séance du 2 thermidor.

Qu'union-nous fait sans le gouvernement révolutionnaire, sans ce gouvernement qui a régulé les tempêtes & conduit

des orages. Livrés à toutes les oscillations de l'opinion, à tous les mouvemens des foibles, à toutes les trahisons des scélérats, à tous les attentats des royalistes, à tous les crimes factieux de l'étranger, nous aurions vogué incertainement d'un événement à un autre, d'un trouble à une émeute, d'une violation de propriété à l'assassinat des patriotes; & n'y auroit eu pendant une longue période, qu'une autorité nationale sans force. Le gouvernement révolutionnaire est un bataillon carré qui se développe contre toutes les factions & tous les crimes.

Qu'ont produit au genre humain tant de révolutions successives? Ici le despotisme royal est constitué; plus loin un usurpateur succède à un long parlement pour laisser un tyran couronné dans une maison enragée avec tous les vices de la royauté impunie.

Dans d'autres états, une femme hautaine empoisonne le despotisme pour obtenir une régence encore plus tyrannique. Plus loin, des peuples s'égorgent pour un changement de dynastie, & l'on s'est égorgé plusieurs siècles pour le choix d'un tyran. Le peuple français seul a conquis la liberté lui-même; c'est à compter du jour où le gouvernement révolutionnaire a été organisé, qu'il a fixé sa destinée.

D. puis 1789, chaque faction a voulu gouverner, & cette manie n'est pas encore passée. Depuis 1789, chaque faction a cherché à accaparer la majorité par la réduction ou par l'effroi. Toutes les passions les plus hideuses se sont revêtues tour-à-tour du patriotisme comme d'un masque commun; mais heureusement ces passions ainsi déguisées, & affectant le même langage, ont fini par ne plus se connaître & se tromper réciproquement.

C'est à ce signe que les deux comités de salut public & de sûreté générale ont toujours reconnu les factions & les moyens insidieux; c'est à ce signe que nous les reconnaissons encore.

Des orages politiques semblent se préparer depuis quelques jours: tous les symptômes de cette agitation contre-révolutionnaire qui a souvent tourmenté la république, se présentent aux yeux les moins clairvoyans; ils paroissent plus faibles encore à ceux qui reçoivent les relations du dedans ou de dehors; des intrigues dans les pays neutres, des cotisations nouvelles de petits gouvernemens, des propos insolens des ennemis de la France, des agitateurs anglais plus multipliés: le midi de l'Europe devenant le théâtre de nouvelles tracasseries politiques, comme pour arrêter la victoire du Nord, & distraire le gouvernement par de nouveaux motifs de contre-révolution.

Les deux comités de salut public & de sûreté générale n'oublieront jamais l'ensemble & l'énergie des fonctions qui leur sont confiées, & ce double rocher saura bien repousser toutes les vagues du royalisme, & dominer toutes les tempêtes suscitées par l'aristocratie, qui ne se corrige que par les jugemens. Sans doute les victoires forment une belle culture autour de la république, mais il faut un corps politique, un cœur pur & une tête bien organisée; il faut que les fonctionnaires publics soient les instrumens du peuple, non ses dominateurs; il faut que les membres des autorités constituées demeurent à leur poste au lieu de venir s'agglomérer à Paris; il faut que les citoyens qui sont revêtus d'une autorité terrible, mais nécessaire, n'aillent pas influencer des discours préparés, les sections du peuple; il faut que le peuple les surveille dans leurs fonctions & dans leurs manières.

Quelle ressource reste-t-il aux tyrans quand ils sont tout battus, par tout chassés honteusement, & que les drapeaux de leurs satellites jonchent les campagnes de leurs provinces? Quelle ressource? la calomnie, les journaux: les

« vient, dans ce moment, que la convention nationale a été massacrée; que le trouble regne à Paris; que l'aristocratie respire librement: on annonce qu'il y a des discours prêts à être prononcés dans toutes les assemblées du peuple pour le système nouveau que les ennemis de la liberté ont ourdi autour de nous & dans le milieu des grandes communes.

« Le comité a pris des mesures qui ne peuvent être divulguées sans dangers; mais dans ce moment il a cru devoir se borner à des mesures relatives aux envoyés des autorités constituées, qui fourmillent depuis quelques jours à Paris; il s'est occupé encore de renvoyer dans leur domicile les citoyens qui se sont soustraits à des mandats d'arrêt, & qui viennent conspirer à Paris; il en est d'autres qui, revêtus de fonctions publiques, ont été suspendus ou remplacés, & qui viennent chercher l'impunité & les complots à côté de la convention nationale. C'est toujours sur Paris que nous devons avoir nos regards, à cause de son immense population & de l'insuffisance de la police; c'est à Paris que le gouvernement a voulu faire donner la Vendée; c'est à Paris que Londres a voulu faire présent des banquets civiques qui livrent Toulon; c'est à Paris que les coalisés battus veulent renverser leur désespoir, leurs vices & leurs forfaits. Mais avec l'union des patriotes, la vigilance des sociétés populaires, le zèle des comités, le courage des armées & les vertus de la convention nationale, la république n'a plus de dangers à courir, & la liberté triomphera à Paris, comme dans la Belgique, & sur toutes les frontières.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Du 5 thermidor.

C. A. J. F. D'Alle-Champinier, 27 ans, ex-noble;
 P. L. A. Binvoit, 24 ans, ex-noble;
 E. Harpoc, 21 ans, Anglois, négociant;
 A. J. Boucier-d'Argis, 44 ans, ex-lieutenant-particulier au ci-devant ci-devant;
 B. Lesage, 23 ans, précepteur à St-Mandé;
 M. A. Bruges, 52 ans, ex-noble, ex-constituant, ex-vice-général de Mende;
 C. A. D'Autichamp, 56 ans, ex-noble, ex-chanoine de Notre-Dame;
 M. A. Constantin-Montbason-Rohan, 64 ans, ex-prince, ex-vice-amiral;
 L. Champenot, 35 ans, ex-noble;
 F. de Salm-Kirbourg, 48 ans, prince d'Allemagne;
 F. L. C. Humbert, 28 ans, ex-noble, ex-colonel du 19^e régiment de chasseurs à pied;
 L. M. Guy-d'Arce, 41 ans, ex-constituant;
 A. Brauharnois, 34 ans, ex-noble, ex-constituant, ex-général;
 J. H. L. Joly-Bévi, 50 ans, ex-noble;
 L. Karcado, 38 ans, ex-maquis;
 N. A. Querhoant, 52 ans, ex-comte, ex-maréchal-de-camp;
 J. F. Michelet, 52 ans;
 F. B. Delorme, 56 ans, ex-chevalier de Saint-Louis;
 L. C. Waroquier, 38 ans, ex-noble, ex-lieutenant des Grenadiers-Royaux;
 J. P. M. A. Latil, 47 ans, ex-oratorien, ex-constituant, ex-curé de Saint-Thomas d'Aquin, à Paris;
 D. J. Saunhac, 38 ans, ex-noble;
 R. J. Migaard, 32 ans, ex-marin, employé à la commune de Paris;
 J. H. d'Autremont, 32 ans, secrétaire de l'ex-abbé de Vienny;

N. J. M. Devillers, 26 ans, employé dans les bureaux des assemblées constituante & législative;
 A. F. Bourgeois, 43 ans, homme de loi;
 A. Marillac, 43 ans, bijoutier;
 F. V. Burk, 17 ans, martelet;
 F. Ward, 45 ans, ex-général de brigade à l'armée du Nord;
 F. Valone, 25 ans, domestique de Ward;
 D. Coeply de Maisonneuve, ex-garde du tyran;
 J. C. Soyecourt, 69 ans, ex-comte;
 L. P. Leroi de Grammont, 64 ans, ex-noble;
 A. H. Crumont, 51 ans, ex-noble;
 C. Chambly, 57 ans, ex-capitaine;
 H. Dupuy, 54 ans, ex-mousquetaire noir;
 A. J. B. Mallette, marchand de fer;
 J. Vallet, 35 ans, ex-commis au bureau de la guerre;
 C. Miel, 30 ans, coutelier;
 E. F. Gallet-Santerre, 42 ans, banquier;
 J. J. Peltels, 49 ans, ex-chevalier de Malte;
 J. J. Caillot, 51 ans, ex-noble;
 C. L. P. Delaune, 54 ans, ex-religieux de St-Victor, & prieur de Brete;
 M. Verdier, 56 ans, ex-secrétaire de l'évêché de Montpellier;
 J. Darchy, 57 ans, ex-chanoine de Châtillon;
 J. B. Guillert, 47 ans, ex-curé constitutionnel de Montfermeil;

Convaincus de s'être déclarés les ennemis du peuple, en participant aux conspirations de Capet, de la femme, de ses ministres, des chevaliers du poignard, aux crimes de Bailly, de la Fayette, à la conspiration de l'étranger, en tentant d'ouvrir la maison d'arrêt, dite des Carmes, pour anéantir la convention nationale, les comités de salut public & de sûreté générale, en intruisant des procédures contre les patriotes pour servir Capet, en entretenant des intelligences avec les ennemis de l'état, en conspirant contre l'unité & l'indivisibilité de la république, &c. &c. ont été condamnés à la peine de mort.

G. P. Gonfreville, 31 ans, cordonnier;
 J. Jourdan Bellepointe, 25 ans, ex-adjudant des chasseurs bataves;
 P. Chasteigne, 24 ans, tapissier;
 Co-accusés, ont été acquittés & reconduits à la maison d'arrêt, où ils étoient détenus pour autres causes.

CONVENTION NATIONALE

Suite de la séance du 4 thermidor.

(Présidence du citoyen Collet-d'Herbois.)

Sur le rapport du comité des finances, la convention décide que les meuniers détenteurs de domaines nationaux, dont les baux ne comprennent que des moulins, ne sont point tenus d'acquitter en grains le prix de leur loyer, quand même le bail l'auroit stipulé.

Sur la pétition des citoyens Jourdain, Perot-Cocquais & Dubars, de la commune de Buzançois, expositive qu'ils sont victimes d'une fraude pratiquée par le citoyen Normand, marchand à Villefranche, banqueroutier; pourquoi ils demandent qu'une loi rétablisse la contrainte par corps contre les débiteurs de cette espèce; la convention considère que la banqueroute est un délit qualifié par la loi, que les parties intéressées peuvent énoncer & poursuivre tant par la

voie criminelle que par la voie civile; décrete qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

Séance du 5 thermidor.

Un citoyen, gardant l'anonyme, envoie une somme de 1200 livres qu'il destine à la famille de Delachaux, officier municipal de Maubeuge, tué en travaillant aux ouvrages avancés de cette place. — Cette somme sera adressée à la famille du brave Delachaux par le président de la convention.

Un grand nombre de pétitionnaires sont entendus.

« Le comité de salut public vous rend compte aujourd'hui, dit Barrère, des opérations de cinq armées: elles sont toutes plus ou moins importantes, suivant le caractère & la masse des ennemis à combattre; elles sont toutes heureuses.

« L'armée d'Italie a battu les Piémontais; elle a dissipé une levée en masse de fanatiques. Dix mille hommes, rassemblés sous les étendards de la vierge Marie, devoient, en vertu d'une proclamation émanée d'un général du tyran sarde, se grossir jusqu'au nombre de 40 mille, & passer sur le territoire de Gènes pour nous attaquer: ils ont été prévenus: les républicains se sont portés vers ces misérables, le fusil en bandoulière & en dansant la Carmagnole. Cette nouvelle manière de faire la guerre a tellement effrayé les soldats de la vierge Marie, qu'ils ont pris la fuite sans combattre & se sont complètement dispersés. La lettre qui contient cette nouvelle est du 20 messidor.

L'armée des Pyrénées occidentales, à Bergaritz, près des Aldudes, a dissipé une légion d'émigrés qui y étoit campée; cent de ces émigrés ont été tués sur le champ de bataille; le nombre des blessés est plus considérable; cinquante ont rendu les armes & ont été fusillés; le reste s'est perdu dans les montagnes. Le ci-devant marquis de Saint-Simon, chef de cette bande, est du nombre des blessés; il a pris la fuite avec tant de précipitation, qu'il a laissé dans sa tente une somme de 6 mille livres & ses habits; de sorte que cet événement l'a rendu sans-culotte. Nous nous sommes emparés, par cette action, d'un camp tendu en tentes & couvertes pour plusieurs bataillons, d'une grande quantité d'effets de campement, de munitions de guerre, de bestiaux, voitures & mulets. Notre perte consiste en cinq blessés. — Cette dépêche est du 24 messidor.

Par une lettre du général en chef Michaud, datée de Neufstada, le 29 du mois dernier, l'on apprend que l'armée du Rhin occupe Ksife-lauten, évalué par l'ennemi: on a trouvé un vaste magasin d'avoine. L'activité de nos troupes légères ne peut suffire à la précipitation que mettent les Prussiens dans leur fuite; les prisonniers & les déserteurs deviennent chaque jour plus nombreux. Le général termine sa lettre en annonçant qu'il emploiera tous les moyens propres à rendre la victoire permanente sur le Rhin comme elle l'est au Nord.

La gauche de l'armée de Sambre & Meuse est à Tirlumont. Malgré la plus vive résistance, l'autrichien, après avoir fait une perte considérable, a été forcé de se replier en arrière de Saint-Tron. Une partie de notre armée marche sur Huy. On a trouvé dans Namur 51 pièces de canon, & beaucoup de vins & de arêtes en magasin. Nous avons fait 400 prisonniers. C'est le général en chef Jourdan, qui donne connais-

sance de ces faits, dans une dépêche datée du 2 de ce mois.

La communication de Dune-libre à Ostende étoit difficile, parce que l'ennemi occupoit Nieupoort; on étoit obligé de prendre un long détour: l'armée du Nord s'est chargée d'abrégier la route. Nieupoort appartient en ce moment à la république. Ainsi les vaisseaux anglais n'ont plus de refuge dans ces mers, & la Belgique est enfin purgée de ces execrables insulaires. Cette place maritime, bien fortifiée, s'est rendue après cinq jours de tranchée ouverte: 5 bataillons & 4 compagnies de sapeurs seulement en formoient le siège. Une attaque régulière auroit pu durer un mois & coûter 4 mille républicains: mais la garnison, sans être sommée, a demandé, presque à genoux, à capituler: on lui a accordé une capitulation semblable à celle d'Ypres, émigrés exceptés. En conséquence, deux mille hommes, dont 100 de cavalerie, qui formoient la garnison de Nieupoort, se sont rendus à discrétion. Des émigrés se sont déguisés pour échapper, mais plus de 60 ont péri dans les inondations; d'autres ont été arrêtés vers Bruges, & déjà 30 ont été fusillés. Le général Moreau, dans sa dépêche datée de Dakerque, le premier thermidor, promet qu'il n'en échappera pas un seul: il fait un grand éloge de la bonne conduite des troupes & surtout de l'artillerie. « Au milieu des chaleurs les plus excessives, nos défenseurs, dit-il, travailloient avec une activité incroyable dont les républicains seuls sont capables ».

« Que l'Anglois apprécie donc maintenant, dit Barrère, le courage de ce qu'il appelle les Carmagnols, les troupes conventionnelles.

« Mais, au milieu des victoires, ajoute ce membre, le parti de l'étranger s'agite; il a ses auxiliaires dans les prisons; c'est là que se trouvent les complices, les assassins. Les bons citoyens doivent veiller plus que jamais. Les traités demandent la paix, parce qu'ils voudroient amener des modifications pour les rois & une amnistie pour les aristocrates. Le gouvernement révolutionnaire est un pont d'airain, par lequel le peuple a passé de la monarchie à la république; on voudroit le briser pour nous alimenter dans la monarchie. Ou mérite d'ouvrir les prisons; on touche l'opinion publique; on veut faire croire qu'il y a de la division dans le gouvernement.

Le complet des contre-révolutionnaires devoit se réaliser dans peu de jours; & voici quelques faits qui le prouvent.

« Le commandant du poste de la Vilette a arrêté un convoi de poudre destiné pour l'armée de Sambre & Meuse. A l'arsenal, des malveillans ont crevé, sous les yeux de la sentinelle, à coups de couteau & de ganif, les soufflets de cinq forges de campement prêtes à partir pour l'armée du Nord. Avant-hier, trois particuliers s'approchèrent du réservoir de l'arsenal, & prièrent qu'on en lâchât les écluses pour leur en faire voir l'effet; sur le refus, ils insistèrent offrant de grosses sommes; & ils ne sont pas arrêtés: leur plan étoit sans doute de vider le réservoir pour incendier l'arsenal. Dans la nuit du premier au deux de ce mois, 40 individus se sont présentés à bicêtre, au nom du comité de salut public; ils se font fait ouvrir les portes: trois sont en arrestation; les autres ont pris la fuite... Telles sont les manœuvres de l'étranger... Les mesures que nos deux comités ont prises, hier, pour juger en peu de temps les détenus, redront au peuple cette liberté qu'on veut lui ravir, & ce calme impoiant digne de la force du peuple & de la république.

(La suite à demain.)